

Faim et pauvreté, deux faces d'un même mal

David Harcharik

David Harcharik

Directeur général adjoint
de la FAO

Comme les deux visages de Janus, la faim et la pauvreté sont indissociables. Tant que la faim sera largement répandue dans le monde, aucun progrès tangible ne pourra être enregistré dans d'autres domaines essentiels de la lutte contre la misère et le dénuement, tels que la santé et l'éducation. Son élimination est une première étape fondamentale de la lutte contre la pauvreté. Les chefs d'État et de gouvernement des pays du « G-8 » en ont pris conscience, quand ils ont déclaré, dans leur communiqué final au sommet de Gênes, en juillet 2001, que « l'un des objectifs centraux de la stratégie de lutte contre la pauvreté reste d'assurer l'accès à des ressources alimentaires adéquates et de promouvoir le développement rural ».

C'est précisément pour donner une nouvelle impulsion aux efforts mondiaux visant à améliorer la sécurité alimentaire et réduire le nombre des victimes de la faim et de la sous-alimentation – quelque 815 millions de personnes en 1997-1999, dont 777 dans les pays en développement –, que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé du 10 au 13 juin 2002, à Rome, le *Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après*.

Cette réunion des chefs d'État et de gouvernement de la planète visait un double objectif : renforcer la volonté politique et définir les mesures appropriées pour mobiliser les ressources nécessaires contre la faim et la sous-alimentation. Devant l'ampleur du défi, les dirigeants de la planète devront prendre les initiatives indispensables de suivi au triple plan national, régional et international.

Dans un monde où la population mondiale doit passer, d'ici à 2030, de 5,8 milliards à 8,3 milliards, les dernières évaluations de la FAO mettent en évidence, de manière préoccupante, la lenteur des progrès visant à la réduction du nombre d'affamés dans le monde.

Lors du *Sommet mondial de l'alimentation* qui s'est tenu à Rome en novembre 1996, les chefs d'État et de gouvernement ont fixé un objectif quantifiable : réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015. Bien que des progrès aient été accomplis, le rythme de cette diminution reste insuffisant : 6 millions par an seulement selon les dernières estimations. Pour atteindre l'objectif du sommet de 1996, il faudrait réduire le nombre de personnes qui souffrent de la faim de 22 millions par an. Au rythme actuel, il faudrait plus de 60 ans pour y parvenir. En outre, les progrès sont loin d'être homogènes d'un pays à l'autre. Alors que globalement le nombre des personnes sous-alimentées a décliné, on a vu ce nombre augmenter dans plusieurs pays.

Il y a donc encore beaucoup à faire, surtout en Afrique où la production agricole globale progresse à un rythme inférieur au taux de croissance démographique alors que la production agricole par habitant continue de stagner. Les statistiques concernant l'agriculture, les céréales et les denrées alimentaires sont quasiment les mêmes en 2000 qu'en 1990. Or, la croissance de l'agriculture est en Afrique encore plus essentielle qu'ailleurs : 70 % de la population totale et 80 % des pauvres vivent dans les campagnes. C'est là un défi majeur en matière de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, l'épidémie de VIH/sida, en particulier dans les zones les plus touchées comme l'Afrique sub-saharienne, rend encore plus difficile la lutte contre la faim et la pauvreté, surtout en milieu rural. Cette maladie fragilise d'importants groupes de population et compromet la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des familles en empêchant des adultes de participer au processus de production.

Comment cela est-il perçu dans chacun des pays concernés ? Existe-t-il, au plan national, une volonté manifeste de traiter

le problème comme une question de la plus grande urgence ? Les dirigeants font-ils les efforts nécessaires pour tenir les engagements pris lors des conférences internationales et, au premier chef, pour fixer les objectifs nationaux dans la perspective de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard ?

Il est de la responsabilité de chaque pays de déterminer qui est sous-alimenté et de localiser les personnes ou les catégories à risque. Il faut savoir qui est pauvre ou affamé au sein de la population nationale, connaître les paramètres relatifs aux conditions de vie, à l'environnement et aux risques particuliers qui caractérisent ces personnes, tels que la sécheresse ou les maladies. Il faut apprendre les raisons pour lesquelles ces groupes souffrent de sous-alimentation chronique ou sont exposés à des pénuries alimentaires répétées.

Chaque pays doit également être prêt à mobiliser les ressources suffisantes pour s'attaquer non seulement aux symptômes, mais aussi aux causes profondes de la sous-alimentation et de la pauvreté.

On n'insistera jamais assez sur le fait que les progrès en matière de sécurité alimentaire se mesurent surtout à l'aune de la détermination des responsables politiques à prendre des mesures efficaces à l'échelle nationale contre la faim et que les privations et ces mesures dépendent des critères propres à chaque pays.

Il faut en outre remarquer que l'élimination de la faim n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité économique. Le coût économique de la faim est exorbitant. La sous-alimentation affecte notablement les capacités physiques, le développement cognitif et l'apprentissage, entraînant une baisse de la productivité et une diminution de la rentabilité des investissements, avec des implications sur la croissance. Selon une étude de la FAO qui a porté sur 110 pays entre 1960 et 1990, sans la malnutrition, le PIB annuel par habitant en Afrique sub-saharienne aurait pu se situer, en 1990, entre 1 000 et 3 500 dollars, alors qu'il n'a pas dépassé les 800 dollars.

La communauté internationale et les gouvernements doivent collaborer pour intensifier la lutte contre la faim et honorer ainsi leurs engagements par rapport à l'objectif du sommet de 1996, pour progresser ensuite vers l'élimination totale de la faim.

La FAO est convaincue que la communauté internationale, à condition de le vouloir

vraiment, dispose des capacités techniques, institutionnelles et financières nécessaires pour éradiquer la faim en un laps de temps assez court. On ne pourra guère progresser dans l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes, si l'on ne s'attaque pas en priorité à la faim, qui est à la fois cause et conséquence de la pauvreté.

La déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du *Sommet mondial de l'alimentation* de 1996 ouvrent des voies multiples vers un objectif commun : la sécurité alimentaire sur les plans individuel, familial, national, régional et mondial. La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

Dans les pays affectés par des pénuries alimentaires, il faut allouer les ressources en priorité aux secours directs et aux services de base qui donnent aux populations la santé et l'énergie nécessaires pour se reprendre. Mais il est ensuite nécessaire d'investir pour accroître la production et la productivité, dans un cadre de participation et de gestion durables des ressources, en mettant l'accent sur des aspects essentiels tels que la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification de la production et un cadre socio-économique qui permette la croissance de l'activité rurale et la création d'emplois et de revenus.

Par ailleurs, des millions de personnes souffrent du fait des guerres, des troubles civils, des catastrophes naturelles, des changements écologiques liés au climat et de la dégradation de l'environnement. L'aide alimentaire permet de soulager leurs souffrances dans l'immédiat, mais il faut ensuite leur assurer la capacité de produire et d'accéder de façon équitable à des approvisionnements alimentaires stables.

Le maintien de la paix et de la stabilité dans chaque pays est une condition indispensable pour parvenir à une sécurité alimentaire durable. Les gouvernements ont la responsabilité de créer un environnement qui permette au secteur privé et aux collectivités de consacrer leurs compétences, leurs efforts et leurs ressources, en particulier leurs investissements, à la réalisation d'un objectif commun : la nourriture pour tous.

La pauvreté, la faim et la malnutrition comptent parmi les principales causes de l'accélération de l'exode rural dans les

pays en développement, ainsi que des migrations vers les pays industriels à la recherche d'un hypothétique « Eldorado ». Nous assistons actuellement au plus vaste déplacement de populations de tous les temps.

La misère et la faim sont également les causes de la montée des sentiments de frustration et d'injustice, ferments reconnus de tous les extrémismes. Si ces problèmes ne sont pas traités correctement et en temps utile, la stabilité politique, économique et sociale de nombreux pays et régions risque d'être sérieusement affectée. La FAO reste convaincue que l'objectif établi en 1996 peut être atteint, à condition que les pays et leurs partenaires dans le développement en fassent leur objectif primordial.

Globalement, il est possible d'assurer des réserves alimentaires suffisantes pour tous. En vingt ans, la population mondiale est passée de 4 à 5,8 milliards et aujourd'hui, chaque personne dispose en moyenne de 15 % de nourriture en plus. Cependant, la production alimentaire mondiale doit continuer à progresser considérablement pour nourrir une population en expansion et améliorer les régimes alimentaires. Non seulement l'augmentation de la production des cultures traditionnelles et de leurs produits, mais aussi la croissance des importations alimentaires, des réserves et des échanges internationaux peuvent être combinées de manière rationnelle pour renforcer la sécurité alimentaire et pallier les disparités régionales.

Il apparaît aujourd'hui clairement que l'on n'a pas su assigner en temps opportun, et là où le besoin existait vraiment, les ressources nécessaires au renforcement de la sécurité alimentaire. Dans certains cas, les guerres et les troubles civils ont gonflé le nombre de personnes affamées tout en réduisant l'aide extérieure au strict minimum. Dans d'autres cas, ce sont les partenaires extérieurs qui ont réduit leurs efforts, déçus par la corruption et la mauvaise gestion des ressources dans les pays bénéficiaires.

La FAO estime que le *Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après* de juin 2002, en permettant aux dirigeants de la planète de souligner leur détermination à accorder la plus haute priorité à la lutte contre la faim et d'envisager une mobilisation de ressources suffisantes, aura représenté un pas décisif et efficace dans l'engagement commun contre la faim et la pauvreté ■